



[BRIEF]

GENRE ET CORRUPTION

DECEMBRE 2021



La corruption et l'inégalité entre les sexes sont, à bien des égards, étroitement liées. Les hommes et les femmes ne sont pas touchés de la même manière par la corruption, et sont à la fois sujets et objets de pratiques et de comportements corrompus différents. L'inégalité entre les sexes engendre la corruption et vice versa : la corruption tend à exacerber les inégalités entre les sexes. Une perspective de genre est nécessaire si nous voulons trouver des stratégies efficaces pour combattre la corruption et parvenir à un développement durable. Ce dossier présente les liens entre le genre et la corruption qui sont pertinents dans le travail de CERC, et donne des suggestions sur la façon d'aborder la corruption dans les politiques de genre et le genre dans les stratégies de lutte contre la corruption.

LE LIEN ENTRE LE GENRE, LE DEVELOPPEMENT ET LA CORRUPTION

La corruption touche de manière disproportionnée les personnes vivant dans la pauvreté et celles qui sont pauvres, analphabètes et ignorantes de leurs droits et de leurs prérogatives. De nombreuses formes de corruption touchent aussi bien les femmes que les hommes, mais compte tenu des relations inégales entre les sexes dans la société, les femmes sont, dans de nombreux cas, plus exposées à la corruption et à ses conséquences.¹ Lorsque les femmes pauvres n'ont pas d'argent à dépenser pour des fonctionnaires corrompus ou des personnes occupant des postes de pouvoir, elles risquent d'être exposées à des violences physiques, à l'extorsion sexuelle et à l'exploitation ; le statut et la position inférieurs des femmes dans la société les rendent vulnérables à la corruption.

L'inégalité entre les sexes entrave la capacité des femmes à progresser à tous les niveaux de la politique et de la prise de décision, ce qui fait obstacle à leur accès à la participation politique.

La corruption perturbe également les efforts déployés pour lutter contre différentes formes de violations. La traite des femmes en est un exemple frappant. La corruption altère les systèmes judiciaires, rend difficile la lutte contre la traite et permet aux trafiquants de rester impunis.

DEFINITION DE LA CORRUPTION

CERC définit la corruption comme un abus de confiance, de pouvoir ou de position pour obtenir un gain indu. La corruption comprend par exemple l'offre et la réception de pots-de-vin - y compris la corruption d'agents publics étrangers - le détournement de fonds, les conflits d'intérêts et le népotisme.

La corruption est un obstacle majeur au développement et à la croissance économique du pays. Pourtant, la plupart des politiques de lutte contre la corruption existantes en République Démocratique du Congo n'établissent pas de lien clair avec l'égalité des sexes, malgré l'impact disproportionné bien documenté de la corruption sur les femmes et les filles.

La corruption marginalise davantage les femmes déjà vulnérables qui vivent dans la pauvreté, en mettant les services et les biens publics de base hors de leur portée et en les laissant à la traîne dans le développement économique, social et politique.

Ainsi, la corruption constitue un obstacle à la réalisation de l'égalité des sexes et doit donc être abordée dans les politiques de genre. La prise en compte de la dimension de genre dans les politiques de lutte contre la corruption est en outre logique dans une perspective économique et de développement.

¹Transparency International (2014) *Gender, Equality and Corruption: What are the Linkages?* Policy Brief No 1/2014.

L'ASSUJETTISSEMENT DES FEMMES À LA CORRUPTION

Le PNUD et d'autres organisations internationales identifient quatre domaines entrelacés dans lesquels les femmes sont soumises à la corruption : 1) l'accès aux services de base, aux marchés et au crédit ; 2) la participation à la vie politique ; 3) les situations où les droits des femmes sont violés (par exemple, la traite et l'extorsion sexuelle) ; et 4) la négligence et/ou la mauvaise gestion².

Lors de l'accès aux services de base, aux marchés et au crédit.

La corruption dans la prestation des services publics affecte les femmes de manière disproportionnée par rapport aux hommes en raison de la plus grande vulnérabilité des femmes qui vivent dans la pauvreté et sont responsables des soins aux enfants et aux personnes âgées. Dans certaines phases de leur vie, les femmes ont également des besoins plus importants en matière de services de santé, notamment pendant leurs années de reproduction. Elles doivent avoir accès à des soins de santé avant et pendant la grossesse et après l'accouchement. Dans ces situations, les femmes peuvent être victimes de corruption, par exemple sous la forme de pots-de-vin, de la part des prestataires de services de santé à différentes étapes de leurs besoins en matière de soins de santé.

Pour que les femmes et les filles aient accès aux services de base (éducation, santé, eau, assainissement et électricité), à la documentation (permis de conduire, papiers de résidence et d'identité) et à l'application de la loi, elles peuvent non seulement être contraintes de verser des pots-de-vin, mais aussi être exposées à l'extorsion sexuelle. Ces actes ne sont souvent pas signalés en raison de la stigmatisation et de la honte associées aux crimes sexuels. Il est donc difficile de contrôler la nature et la fréquence de ces pratiques de corruption.

En outre, la corruption réduit les recettes publiques, ce qui entraîne souvent une réduction des dépenses en matière d'éducation, de soins de santé, de prestations familiales et d'autres services sociaux. Cela porte gravement atteinte au bien-être des femmes et des enfants qui dépendent le plus de ces services fournis par l'État.

En s'engageant dans la politique. Les partis politiques corrompus créent un environnement injuste pour les femmes fonctionnaires qui, moins souvent, s'adonnent à l'achat de voix ou obtiennent une promotion grâce à des relations personnelles. En conséquence, les cultures politiques qui ne sont pas fondées sur le mérite limitent l'accès des femmes aux processus de prise de décision dans le gouvernement et le système politique d'un pays.

La corruption affecte également la prise de décision et l'autonomisation des femmes dans d'autres domaines.

Dans le secteur formel comme dans le secteur informel, les femmes sont confrontées à la corruption lorsqu'elles cherchent un emploi ou qu'elles créent leur propre entreprise, ce qui, par inadvertance, constitue un obstacle à leur capacité de gagner un revenu ou de maintenir leur entreprise. Comme les femmes constituent une grande partie du secteur informel, dans lequel la corruption tend à être plus répandue, elles risquent davantage d'être soumises à une pression constante pour céder à la corruption et perdre ainsi leurs revenus durement gagnés, voire leurs moyens de subsistance.

Dans les situations où les droits des femmes sont directement violés.

Les systèmes d'application de la loi corrompus érodent la protection et la promotion des droits des femmes dans le cadre de la loi. Parmi les questions sociales, politiques et économiques souvent violées figurent le mariage et le divorce, les allégations d'adultère et de viol, la garde des enfants, la traite des êtres humains, l'héritage, les droits de propriété et l'indépendance financière. Les systèmes judiciaires corrompus renforcent les pratiques discriminatoires existantes en ne protégeant pas les droits humains plus larges des femmes et des filles. Ces dernières n'ont pas accès aux ressources et toute affaire de discrimination qu'elles déposent au tribunal a de fortes chances d'être rejetée si le défendeur peut soudoyer les procureurs et/ou les juges impliqués.

Dans les situations de conflit, la situation est aggravée. La République démocratique du Congo se caractérise par un gouvernement faible et un état de droit médiocre. Par conséquent, la corruption échappe souvent au contrôle des autorités, ou peut également être perpétrée par celles-ci. Elle se manifeste souvent sous la forme d'une violation des droits fondamentaux des femmes.⁴

CORRUPTION LIÉE AU GENRE

À bien des égards, les femmes sont soumises aux mêmes formes de corruption que les hommes, bien que souvent - en raison des relations de pouvoir, de la discrimination et de la vulnérabilité liées au genre - dans une plus large mesure. Il s'agit par exemple de l'utilisation du sexe comme monnaie d'échange informelle pour la corruption, de l'utilisation des notions d'honneur et de honte pour l'extorsion de femmes et de filles, et de la traite des êtres humains. Dans tous ces cas, les hommes sont également victimes, bien que les femmes constituent la majorité des personnes exposées. Ces actes restent souvent impunis car ils sont associés à la honte privée et publique et, dans la plupart des cas, ne sont pas reconnus comme de la corruption.

² UNDP and Huairou Commission. 2012. Seeing beyond the State: Grass-roots women's perspectives on corruption and anti-corruption. New York: UNDP.

³ Transparency International, Working Paper #03/2007.

⁴ Nawaz, Farzana. 2009. State of Research on Gender and Corruption, Transparency International U4 Helpdesk.

Les femmes considèrent que la prestation de services médiocre ou inexistante est une forme de corruption, car elle est liée à l'abus de pouvoir des dirigeants qui permettent à leurs subordonnés de se livrer à la corruption ou ne leur demandent pas de rendre des comptes.

Négligence et/ou mauvaise gestion. Les femmes et les filles représentent une part plus importante des réfugiés et des populations déplacées dans les pays en conflit ou en situation de post-conflit ou lors de catastrophes naturelles. Dans les situations où la plupart des travailleurs humanitaires et des forces de maintien de la paix sont des hommes, il existe des possibilités d'abus de pouvoir, exposant les femmes et les filles vulnérables à l'exploitation sexuelle et à d'autres formes d'exploitation (par exemple, les scandales du "sexe contre nourriture").

PERCEPTIONS ET ATTITUDES DES FEMMES À L'ÉGARD DE LA CORRUPTION

Les recherches ont montré que les femmes en général perçoivent les niveaux de corruption comme plus mauvais, et sont plus susceptibles d'être en faveur de la punition des comportements corrompus, par rapport aux hommes⁵.

Selon une étude réalisée en Moldavie, les femmes considèrent la corruption comme un problème plus aigu que les hommes. Les femmes ont également déclaré ressentir plus de colère et d'humiliation à l'idée de payer des pots-de-vin⁶.

Un rapport de la Banque mondiale portant sur 150 pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie a conclu que les femmes sont plus dignes de confiance et moins sujettes à la corruption⁸.

Cela a donné lieu à des discussions sur les affirmations selon lesquelles les femmes sont moins corrompues que les hommes, et sur l'existence de preuves fiables de corrélations entre, par exemple, une plus grande représentation des femmes au gouvernement et des niveaux de corruption plus faibles. Il est toutefois difficile de répondre à cette question.

Le rapport Engendrer le développement 2001 de la Banque mondiale indique qu'un niveau plus élevé de participation politique et économique des femmes est susceptible d'indiquer qu'un pays est plus ouvert en général, avec une gouvernance plus transparente et une approche plus démocratique.⁹

Cela peut décourager ou minimiser les opportunités de corruption. Des données provenant de pays en transition montrent que la corruption est moins grave dans les situations où les femmes occupent une part plus importante des sièges parlementaires et des postes de direction dans la bureaucratie gouvernementale.¹⁰

Ainsi, même si une corrélation entre la présence, le pouvoir et la participation des femmes et des niveaux plus faibles de corruption semble évidente, elle est plus complexe qu'une causalité directe. Rien ne permet d'affirmer que les femmes ne s'engageront pas davantage dans la corruption si elles sont plus exposées aux pratiques de corruption, si elles occupent des postes de direction plus élevés et si elles entrent davantage dans la vie active¹¹.

ASPECTS CLÉS DU GENRE DANS LES POLITIQUES ET PRATIQUES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

- Introduire une dimension de genre dans les mesures de lutte contre la corruption en intégrant l'égalité des sexes. Cela peut se faire par le biais du développement des capacités dans différents domaines : par exemple, le gouvernement, la société civile et les médias.
- Influencer les décideurs politiques pour qu'ils reconnaissent la nécessité de comprendre l'impact différencié de la corruption selon le sexe, et de concevoir des politiques qui répondent aux préoccupations et aux expériences spécifiques des femmes et des hommes.
- Soutenir l'analyse de genre et la collecte de données ventilées par sexe sur la corruption, ainsi que l'application des données recueillies.
- Combiner des politiques ciblées de lutte contre la corruption avec des efforts visant à renforcer le pouvoir des femmes dans la gouvernance.
- Mettre en œuvre une budgétisation sensible au genre afin de s'assurer que les budgets répondent mieux aux besoins des femmes.
- Augmenter le nombre de femmes au gouvernement en promouvant et en soutenant la participation **politique des femmes et leur représentation dans le secteur public à tous les stades de la prestation de services.**
- **Améliorer l'accès à l'information en promouvant et en plaçant pour un droit à l'information exécutoire pour les femmes et les hommes.**

5. Agerberg, Mattias (2014) "Perspectives on Gender and Corruption" in The Quality of Governance Working Paper Series 2014:14. University of Gothenburg.

6. Carasciuc, Lilia. (2000) "Corruption and quality of governance: the case of Moldova" In: Limpangog, Cirila P. N.D. Struggling through corruption: a gendered perspective – A background paper presentation.

7. Agerberg, Mattias (2014) "Perspectives on Gender and Corruption" in The Quality of Governance Working Paper Series 2014:14. University of Gothenburg.

8. Dollar, David et al (1999) "Are Women Really the Fairer Sex? Corruption and Women in Government" World Bank Working Series No 4.

9. Goetz, Anne Marie. 2007. Political Cleaners: Women as the New Anti-Corruption Force? Development and Change, 38(1).

10. Michailovq, Julija and Melnykovska, Inna (2009) *Gender, corruption and sustainable growth in transition countries*. Christian-Albrecht University and Kiel Institute for the World Economy.

11. Transparency International (2014) *Gender, Equality and Corruption What are the Linkages? Policy Brief No 1/2014.*